

Avenant n° 45 du 20 février 2026

relatif à la réévaluation des salaires minima conventionnels au 1^{er} avril 2026

NOR : ASET2650360M

IDCC : 2272

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

MAIAGE,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FAT UNSA ;

FGTE CFDT ;

FNST CGT ;

FO transport,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Suite à l'évolution de l'indice des prix à la consommation et du Smic, les partenaires sociaux se sont entendus sur la réévaluation des salaires minima conventionnels.

Par ailleurs, les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 (art. 29) relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

Enfin, il convient de rappeler que le code du travail (art. L. 2261-23-1) impose comme une des conditions préalables à l'extension des accords et conventions de branche que ceux-ci prévoient des dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés ou à défaut, de mentionner les justifications expliquant l'absence de telles stipulations. Or il n'existe pas de stipulations particulières à l'avenant n° 45 concernant les entreprises de moins de 50 salariés dans la mesure où cette disposition conventionnelle, relative à la réévaluation des salaires minima conventionnels applicable à compter du 1^{er} avril 2026, en s'appliquant à toutes les entreprises sans distinction d'effectif, garantit le principe d'égalité de rémunération entre les hommes et

les femmes ainsi que le principe d'égalité de traitement entre les salariés de la branche et les protégés ainsi contre les mesures pouvant être considérées comme discriminatoires.

I. Salaires minima à compter du 1^{er} avril 2026

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1^{er} avril 2026 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la valeur du point à 4,632 euros et la partie fixe à 1 052,484 euros.

À titre exceptionnel, pour l'année 2026, le montant du salaire minima conventionnel pour les deux premiers coefficients est de :

- 1 863,00 euros pour le coefficient 170 ;
- 1 913,63 euros pour le coefficient 185.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

Ouvriers. Employés

(En euros.)

		Coefficient	Salaires minima mensuels (151,67 heures/mois)
Niveau I	1 ^{er} échelon	170	1 863,00
	2 ^e échelon	185	1 913,63
Niveau II	1 ^{er} échelon	200	1 978,92
	2 ^e échelon	215	2 048,40
	3 ^e échelon	230	2 117,89
	4 ^e échelon	245	2 187,37
Niveau III	1 ^{er} échelon	260	2 256,85
	2 ^e échelon	280	2 349,50

Agents de maîtrise

(En euros.)

		Coefficient	Salaires minima mensuels (151,67 heures/mois)
Niveau IV	1 ^{er} échelon	260	2 256,85
	2 ^e échelon	280	2 349,50
	3 ^e échelon	320	2 534,78
Niveau V	1 ^{er} échelon	430	3 044,32
	2 ^e échelon	500	3 368,58
	3 ^e échelon	580	3 739,15

(En euros.)

		Coefficient	Salaires minima annuels (151,67 heures/mois)
Niveau VI	1 ^{er} échelon	430	36 531,89
	2 ^e échelon	500	40 422,93
	3 ^e échelon	580	44 869,83
Niveau VII		760	54 875,85
Niveau VIII		1120	74 886,40
Niveau IX		1470	94 341,59

II. Indemnités de repas

À compter du 1^{er} avril 2026, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'annexe III sont fixées comme suit :

- indemnité repas : 10,40 € ;
- panier de nuit : 7,50 €.

III. Dépôt et publicité

Le présent accord sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur afin d'être applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective assainissement et maintenance industrielle.

Fait à Paris, le 20 février 2026.

(Suivent les signatures.)